

# MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX



## Cahier des clauses administratives particulières

### Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage

Michel GODARD, directeur du CREPS Ile de France

Rénovation et extension d'un terrain de hockey-sur-gazon synthétique (+ piste d'athlétisme) sur le site du CREPS d'Ile de France à CHATENAY-MALABRY (92)



CONCEPTION, ÉTUDE  
& MAÎTRISE D'ŒUVRE

## Table des matières

<b><u>ARTICLE 1 : Objet et nature du marché</u></b> .....	5
<u>1.1 Objet du marché</u> .....	5
<u>1.2 Décomposition du marché</u> .....	5
<u>1.3 Conduite d'opération - Maîtrise d'œuvre</u> .....	6
<u>1.4 Contrôle technique</u> .....	6
<u>1.5 Sous-traitance</u> .....	6
<u>1.6 Ordre de service</u> .....	7
<b><u>ARTICLE 2 : Pièces constitutives du marché</u></b> .....	7
<u>2.1 Pièces particulières :</u> .....	7
<u>2.1 Pièces générales :</u> .....	7
<b><u>ARTICLE 3 : Prix et mode d'évaluation des ouvrages - Variation dans les prix - Règlement des comptes</u></b> .....	8
<u>3.1 Répartition des paiements</u> .....	8
<u>3.2 Répartition des dépenses communes de chantier</u> .....	8
<u>3.3 Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et règlement des comptes</u> ..	9
<u>3.4 Variation des prix</u> .....	13
<u>3.5 Paiement des cotraitants et des sous-traitants</u> .....	13
<u>3-6 Délais de paiement</u> .....	15
<u>3-7 Intérêts moratoires</u> .....	15
<b><u>ARTICLE 4 : Délai d'exécution - Pénalités et primes</u></b> .....	16
<u>4.1 Délai d'exécution des travaux</u> .....	16
<u>4.2 Prolongation du délai d'exécution</u> .....	17
<u>4.3 Pénalités pour retard - Primes d'avances</u> .....	18
<u>4.4 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux</u> .....	19
<u>4.5 Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution</u> .....	20
<u>4.6 Pénalités pour inobservation d'une obligation concernant la sécurité et la protection de la santé</u> .....	20
<u>4.7 Pénalités diverses</u> .....	21
<u>4.8 Exécution complémentaire</u> .....	21
<b><u>ARTICLE 5 : Clauses de financement et de sûreté</u></b> .....	21
<u>5.1 Retenue de garantie</u> .....	21
<u>5.2 Avance</u> .....	21

<b><u>ARTICLE 6 : Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux</u></b>	22
<u>6.1 Provenance des matériaux et des produits</u>	22
<u>6.2 Caractéristiques, qualités, vérifications essais et épreuves des matériaux et produits</u>	22
<b><u>ARTICLE 7 : Préparation, coordination et exécution des travaux</u></b>	23
<u>7-1-Période de préparation - Programme d'exécution des travaux</u>	23
<u>7-2-Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail</u>	24
<u>7-3-Mesures d'ordre social</u>	24
<u>7-4-Organisation, hygiène et sécurité des chantiers</u>	25
<u>7-5-Garde du chantier en cas de défaillance du titulaire</u>	26
<b><u>ARTICLE 8 : Contrôle et réception des travaux</u></b>	27
<u>8-1-Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux</u>	27
<u>8-2-Réception</u>	27
<u>8-3 Documents fournis après exécution</u>	28
<u>8-4 Délais de garantie</u>	28
<u>8-5 Garanties particulières</u>	28
<u>8-6 Assurances</u>	28
<u>8-7 Résiliation</u>	29
<u>8-8 Obligations du titulaire</u>	29
<b><u>ARTICLE 9 : Réclamations et litiges</u></b>	29
<b><u>ARTICLE 10 : Dérogations aux documents généraux</u></b>	30



## **ARTICLE 1 : Objet et nature du marché**

### **1.1 Objet du marché**

Le présent marché a pour objet la rénovation du terrain de hockey sur gazon et de la piste d'athlétisme du CREPS Île-de-France. Les installations sont situées au 1 rue du Docteur le Savoureux – 92 290 Chatenay-Malabry.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) annexé au présent CCAP.

A défaut d'indication dans l'acte d'engagement du domicile élu par l'entrepreneur à proximité des travaux, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites à la Mairie de CHATENAY MALABRY (92290) jusqu'à ce que l'entrepreneur ait fait connaître au maître de l'ouvrage l'adresse du domicile qu'il aura élu.

Le présent marché est :

- un marché passé selon la procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016
- un marché ordinaire de travaux non reconductible

### **1.2 Décomposition du marché**

#### **1-2-1- Tranches**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

#### **1-2-2- Lots**

Les travaux sont répartis en lots traités séparément et définis comme suit :

Lot n° 1	Infrastructure sportive Option éclairage sportif
Lot n° 2	Gazon synthétique

### 1-2-3- Phases

Le planning d'exécution se décompose en une phase fonctionnelle de travaux.

## **1.3 Conduite d'opération - Maîtrise d'œuvre**

### 1-3-1 Conduite d'opération

La conduite d'opération est assurée par le Maître d'ouvrage.

### 1-3-2 Maitrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

OSMOSE CONCEPTION ETUDES ET MAITRISE D'OEUVRE

23 rue d'Isly

59100 ROUBAIX

Le maître d'œuvre est chargé d'une mission de base avec examen de conformité et visa des études d'exécution.

Le contenu de chaque élément de mission est celui qui figure aux annexes I et II de l'arrêté du 21 Décembre 1993.

## **1.4 Contrôle technique et coordination sécurité protection de la santé (SPS)**

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique dans les conditions prévues par le titre 2 de la loi du 4 Janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

Le contrôle technique sera effectué par : le bureau de Contrôle défini au CCTP.

Les missions confiées par le maître de l'ouvrage au contrôleur technique sont relatives aux prestations suivantes: L+ LE + SEI + Vérification électrique.

Les remarques formulées au cours du chantier par le contrôleur technique devront être observées et ne pourront faire l'objet d'une majoration des coûts.

Le maître d'ouvrage désignera un coordonnateur SPS, dont les rôles, missions et responsabilités sont définis par le Code du travail.

## **1.5 Sous-traitance**

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante doit obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le représentant du pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondant est possible en cours de marché.

Toute sous-traitance occulte peut-être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché (Article 46 du CCAG).

## **1.6 Ordre de service**

Par dérogation aux dispositions de l'article 3.8 du CCAG, les points suivants sont précisés :

- seront signés par le représentant du Maître d'ouvrage, l'ordre de service général prescrivant le commencement des travaux, ainsi que tous les ordres de service pour des travaux de caractère général susceptible d'entraîner une modification, soit en plus soit en moins, du montant du marché ou ayant une incidence sur le déroulement des travaux
- seront signés par le seul maître d'œuvre, les ordres de service à caractère technique ou relatifs à la bonne marche des travaux et qui n'auront aucune répercussion directe ou indirecte sur le montant des marchés conclus, ni sur les délais d'exécution

En outre les ordres de service susceptibles d'intervenir durant la période de garantie et visant à requérir l'intervention d'une entreprise dans le cadre de son obligation de parfait achèvement, pourront être émis directement par le maître d'ouvrage et transmis par celui-ci.

## **ARTICLE 2 : Pièces constitutives du marché**

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

### **2.1 Pièces particulières :**

- l'acte d'engagement et ses annexes éventuelles (AE)
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- Les plans numérotés (se reporter au dossier technique pour l'énumération)

### **2.2 Pièces générales :**

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux (approuvé par l'arrêté du 8 septembre 2009 publié au JORF du 1 Octobre 2009) dans sa dernière version
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux marchés des travaux de bâtiment
- Le Cahier des Clauses Spéciales des Documents Techniques Unifiés (CCS-DTU)
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché
- les éléments de décomposition de l'offre financière du titulaire

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois de démarrage des travaux.

Pour ce qui est des pièces générales, elles ne sont pas jointes au dossier, le soumissionnaire étant censé les connaître.

## **ARTICLE 3 : Prix et mode d'évaluation des ouvrages - Variation dans les prix - Règlement des comptes**

### **3.1 Répartition des paiements**

L'acte d'engagement de chaque lot indique ce qui doit être réglé respectivement:

- au titulaire de ce lot et à ses sous-traitants
- au mandataire titulaire de ce lot, ses cotraitants et leurs sous-traitants

### **3.2 Répartition des dépenses communes de chantier**

Font l'objet d'une répartition forfaitaire (compte prorata), dans tous les cas où elles n'ont pas été individualisées et mises à la charge d'un entrepreneur ou d'un groupe d'entrepreneurs déterminé, les dépenses indiquées ci-après :

- Frais de gardiennage et de fermeture provisoires des bâtiments
- Consommation d'eau, d'électricité, de téléphone, télécopieur et photocopieur (entretien, fournitures, papiers, ...)
- Chauffage des locaux
- Frais d'exploitation des ascenseurs de chantier (le cas échéant)
- Frais de remise en état de la voirie et des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés, lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable
- Frais de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou détournés, dans les cas suivants :
  - L'auteur des dégradations et des détournements ne peut être découvert
  - Les dégradations ou les détournements ne peuvent être imputés à l'entrepreneur titulaire d'un lot déterminé
  - La responsabilité de l'auteur, insolvable n'est pas couverte par un tiers

Toutefois, les fournitures et matériels présentant un caractère particulièrement onéreux demeureront, jusqu'à la réception, aux risques exclusifs de l'entrepreneur chargé de leur mise en œuvre.

- Frais de nettoyage intérieur ou(et) extérieur imposé le cas échéant par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre durant la durée du chantier et notamment en cas de litiges (compris nettoyage installations de chantier)
- Coût résultant du tri des déchets de chantier

Le chantier est soumis à un tri sélectif des déchets. Chaque lot devra prendre en charge la gestion matérielle de ce tri et notamment réaliser un plan d'installation de chantier en définissant à chaque étape les zones de stockage possible (conjointement avec le maître d'œuvre).



Le chantier fera l'objet d'un tri des déchets conformément aux catégories suivantes :

- DI (déchets inertes) pierres, béton, carrelage, déchets de sanitaire, verres ordinaires, ...
- DIB (déchets industriels banals) métaux, bois non traités; plâtres, matières plastiques, revêtements de sols, laine de roche, ...
- DIS (déchets industriels spéciaux) bois traités, peinture, solvants, pots souillés, colles, cartouches, emballages non vides ou non rincés, goudron, ...
- DE (déchets d'emballages propres) palettes, bois, emballages plastiques, emballages cartons, ...

Chaque entrepreneur de chaque lot se charge à ses frais du transport de ses gravats et déchets jusqu'aux lieux de décharge agréés.

### **3.3 Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et règlement des comptes**

#### **3-3-1- Contenu des prix**

Conformément à l'article 10.1.1 du CCAG TR, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice.

Les prix sont indiqués dans le marché hors taxe à la valeur ajoutée (TVA).

Le prix global et forfaitaire porté à l'acte d'engagement du titulaire est établi en considérant normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après tant qu'ils ne dépassent pas les intensités et éventuellement les durées limites ci-après :

Nature du phénomène	Intensité limite et durée
Précipitations	Fréquence Décennale
Neige	Chute supérieure à 0,40 mètre
Vitesse du vent	17 m/s en vitesse maximale sur 10 minutes pendant 7 jours consécutifs
Gel	-10° C à 7h00 du matin pendant 10 jours consécutifs (station météorologique de référence : Paris)

L'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

Les prix tiennent compte en outre des sujétions liées à l'exécution de travaux en site occupé et des contraintes corrélatives ;

Le prix global et forfaitaire porté à l'Acte d'engagement de l'entrepreneur s'entend pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de sa spécialité, ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation et cela, dans les conditions suivantes :

- sur la base de la définition et de la description des ouvrages, telles qu'elles figurent aux documents de consultation sans aucun caractère limitatif et quelles que soient

les imprécisions, contradictions ou omissions que pourraient présenter ces pièces, l'entrepreneur est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et avoir inclus dans son prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées (prestations annexes et détail nécessaires à une parfaite finition non décrits ou mentionnés dans les documents de son marché)

- L'entreprise est tenue de vérifier la justesse du quantitatif avant la remise de son offre. Aucune réclamation de l'entreprise ne pourra être prise en compte après la signature du marché

Les dépenses supplémentaires imprévues que l'entrepreneur pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

### 3-3-2- Caractéristiques des prix pratiqués

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global forfaitaire.

### 3-3-3- Obligations particulières du titulaire

Dans les 20 jours à compter de la date de notification du (des) marché(s), le titulaire devra fournir sur demande du maître d'œuvre tout document permettant au maître d'ouvrage d'avoir des informations complémentaires sur les prix proposés par le titulaire (sous-détail de chacun des prix du bordereau des prix unitaires, décomposition de l'état de certains prix, de l'état des prix forfaitaires selon la décomposition type jointe).

### 3-3-4- Application de la taxe à la valeur ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur au moment de l'exécution des prestations. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'exécution des prestations.

### 3-3-5- Règlement des comptes - Paiements

Le règlement des comptes observera les prescriptions de l'article 13 du CCAG Travaux.

#### **Paiements et Acomptes mensuels**

Les projets de décompte ou demandes de paiement seront présentés avant la fin de chaque mois au maître d'œuvre en état cumulatif depuis le début des travaux.

Ces projets de décompte seront transmis par l'entrepreneur au maître d'œuvre par tout moyen permettant de donner une date certaine.

A partir du décompte mensuel, le maître d'œuvre détermine le montant de l'acompte mensuel à régler au titulaire.

Son règlement s'effectuera à partir de l'état d'acompte mensuel alors dressé et faisant ressortir :

- a) Le montant de l'acompte mensuel établi à partir des prix initiaux du marché : ce montant est la différence entre le montant du décompte mensuel dont il s'agit et celui du décompte mensuel précédent ;
- b) Le montant de la TVA ;
- c) Le montant des pénalités, le cas échéant ;
- d) L'effet de l'actualisation ou de la révision des prix ; les parties de l'acompte actualisables ou révisables sont majorées ou minorées en appliquant les coefficients prévus (cf article 3.5.4.ci-après) ;
- e) Le cas échéant, le montant de l'avance à attribuer au titulaire ;
- f) Le cas échéant, le montant de l'avance à rembourser par le titulaire ;
- g) Le montant de la retenue de garantie s'il en est prévu une par les documents particuliers du marché et qu'elle n'a pas été remplacée par une autre garantie.

Le montant de l'acompte mensuel total à régler au titulaire est la somme des postes a et b ci-dessus, augmentée, le cas échéant, du montant des postes d et e et diminuée, le cas échéant, de la somme des montants des postes c, f et g.

### **Demande de paiement final**

Il est fait application des dispositions de l'article 13.3 du CCAG Travaux.

Le titulaire transmet son projet de décompte final au maître d'œuvre, par tout moyen permettant de donner une date certaine, dans le délai de quarante-cinq jours à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux, en dehors des cas particuliers visés à l'article 13.3.2 du CCAG.

Ce projet est établi concurremment avec le projet de décompte mensuel afférent au dernier mois d'exécution des prestations ou à la place de ce dernier.

Il constitue la demande de paiement finale du titulaire, établissant le montant total des sommes auquel le titulaire prétend du fait de l'exécution du marché dans son ensemble, son évaluation étant faite en tenant compte des prestations réellement exécutées.

Le maître d'œuvre accepte ou rectifie le projet de décompte final établi par le titulaire. Le projet accepté ou rectifié devient alors le décompte final.

En cas de rectification du projet de décompte final, le paiement est effectué sur la base provisoire des sommes admises par le maître d'œuvre.

## Décompte général et Solde

Il est fait application des dispositions de l'article 13.3 du CCAG Travaux.

Le maître d'œuvre établit le projet de décompte général qui comprend :

- le décompte final
- l'état du solde, établi à partir du décompte final et du dernier décompte mensuel, dans les mêmes conditions que celles qui sont définies pour les acomptes mensuels
- la récapitulation des acomptes mensuels et du solde

L'attention des entreprises doit être attirée sur l'étendue des mentions obligatoires à faire figurer sur l'ensemble des projets de décompte :

- référence du marché
- n° TVA intracommunautaire
- date et numéro de facture
- date des prestations
- dénomination précise des marchandises ou services
- adresse complète du lieu d'intervention ou de livraison
- prix unitaire H.T. (référence à la décomposition de prix)
- quantité (référence à la décomposition de prix)
- taux de tva applicable (par lignes de facture si taux dissociés)
- montant total TVA
- montant H.T.
- date (théorique) de règlement (voir délai maxi résultant du code des marchés publics)
- taux de pénalité en cas de paiement tardif (se reporter aux dispositions du marché)
- n° d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou des métiers
- forme juridique
- n° Siret (14 chiffres)
- code APE

Si l'une de ces mentions fait défaut, le projet de décompte sera retourné à l'entrepreneur.

### 3-3-6 Prestations comportant un délai important de fabrication ou de stockage en usine

Sous réserve de la production des documents justifiant qu'il est devenu propriétaire des matériels ou éléments de matériaux pris en compte et qu'il les a effectivement payés, le titulaire pourra faire figurer dans un projet de décompte :

- pour les éléments de matériels approvisionnés en usine 40.00 % de la valeur "fournitures" des matériels correspondants
- pour des matériels et éléments d'ouvrage dont la fabrication en usine est terminée 60.00 % de leur valeur "fourniture"

### 3-3-7 Approvisionnements

Pour l'application de l'article 11-3 du CCAG, il est précisé que les approvisionnements figurant au bordereau des prix, dans les sous-détails de prix ou dans les décompositions des prix forfaitaires peuvent figurer dans les décomptes mensuels.

A l'appui de tout projet de décompte comportant des approvisionnements, l'entrepreneur ou le sous-traitant doit justifier qu'il a acquis et effectivement payé les matériaux concernés en toute propriété.

Les approvisionnements ne peuvent être pris en compte que s'ils sont lotis de telle manière que leur destination ne fasse aucun doute et qu'ils puissent être facilement contrôlés.

Sauf accord du maître de l'ouvrage, les approvisionnements retenus dans un décompte ne peuvent être affectés par l'entrepreneur ou le sous-traitant, à des travaux autres que ceux qui font l'objet du marché.

Les approvisionnements retenus dans un décompte doivent être couverts par une assurance vol et incendie et la justification de cette assurance doit être fournie à l'appui du premier projet de décompte mensuel comportant des approvisionnements.

### **3.4 Variation des prix**

#### **3-4-1 Type de variation des prix**

Les prix ne sont ni actualisables ni révisables suivant les modalités fixées aux paragraphes 3-4-3 et au 3-4-4.

#### **3-4-2 Mois d'établissement des prix**

Sans objet

#### **3-4-3 Choix des index de référence**

Sans objet

#### **3-4-4 Modalités des variations des prix**

Sans objet

#### **3-4-5 Application de la taxe à la valeur ajoutée**

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur au moment de l'exécution des prestations. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'exécution des prestations.

### **3.5 Paiement des cotraitants et des sous-traitants**

#### **3-5-1 Désignation de sous-traitants en cours de marché**

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par un avenant ou un acte spécial signé par le représentant du pouvoir adjudicateur et par l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance; si cet

entrepreneur est un cotraitant, l'avenant ou l'acte spécial est contresigné par le mandataire des entrepreneurs groupés.

L'avenant ou l'acte spécial précise les éléments suivants:

- a) la nature des prestations dont la sous-traitance est prévue;
- b) le nom, la raison sociale et l'adresse du sous-traitant proposé;
- c) les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et le montant prévisionnel de chaque sous-traité doivent être précisés, notamment la date d'établissement des prix et le cas échéant les modalités de variation des prix, le régime des avances, des acomptes...

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- les renseignements ou pièces relatives à la nature et aux conditions générales d'exploitation de l'entreprise sous-traitante, à ses moyens techniques et à ses références
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics conformément aux dispositions de l'article 43 du code des Marchés publics
- les certificats attestant de la régularité de la situation fiscale et sociale du sous-traitant au 31 décembre de l'année écoulée
- les pièces visées à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail, qui s'inscrivent dans le cadre de la lutte contre le travail illégal à laquelle souscrit le maître d'ouvrage. Ces pièces comprennent notamment une attestation sur l'honneur de l'entrepreneur (sous-traitant) justifiant que le travail sera réalisé par des salariés employés régulièrement au regard des articles L 1221-10, L 3243-2 et R 3243-1 du code du travail
- le cas échéant l'exemplaire unique préalablement délivré ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances

Il indique, en outre, pour les sous-traitants à payer directement :

- Le compte à créditer
- La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 130 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016
- Le comptable assignataire des paiements

L'agrément d'un sous-traitant ne sera recevable que sous réserve :

- a) que la demande en soit faite par le titulaire dans un délai compatible, d'une part avec le délai légal d'établissement du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (P.P.S.P.S.) par le sous-traitant et d'autre part avec la date prévisionnelle d'intervention du sous-traitant;
- b) que ledit Plan Particulier soit effectivement établi et validé par le maître d'œuvre dans les délais requis. A défaut, l'agrément prononcé sera caduc. En tout état de cause, le titulaire

demeure responsable en terme de délais du retard éventuel de son sous-traitant pour l'établissement du P.P.S.P.S.

Le titulaire est en outre tenu, le cas échéant, au respect des conditions particulières à la sous-traitance visées à l'article 8.4.5 ci-après (Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier).

### **3-5-2 Modalités de paiement direct**

Il est fait application des dispositions de l'article 13.5 du CCAG travaux.

Le titulaire ou le mandataire d'un groupement est seul habilité à présenter les projets de décomptes et à accepter le décompte général ; sont seules recevables les réclamations formulées ou transmises par ses soins.

Dans le cas d'un groupement solidaire, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque cotraitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévus dans le marché sauf dans l'hypothèse où les paiements ne sont pas faits à un compte unique. Dans ce cas particulier, les dispositions concernant un groupement conjoint s'appliquent.

Lorsque le titulaire est un groupement conjoint, ses membres étant payés de manière individualisée, les décomptes sont décomposés en autant de parties qu'il y a de membres à payer séparément, à concurrence du montant dû à chacun.

Lorsqu'un sous-traitant est payé directement, le membre du groupement ou le mandataire :

- indique dans le projet de décompte, la somme à prélever sur celles qui lui sont dues, ou qui sont dues au membre du groupement concerné par la partie de la prestation exécutée et que le représentant du pouvoir adjudicateur doit régler à ce sous-traitant
- joint la copie des factures de ce sous-traitant acceptées ou rectifiées par ses soins

Dans le cas d'entrepreneurs groupés et de paiement direct à un sous-traitant, ce dernier libelle ses demandes de paiement au nom du représentant et les envoie conformément aux dispositions de l'article 116 du code des marchés publics.

### **3-6 Délais de paiement**

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article 183 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

### **3-7 Intérêts moratoires**

Le défaut de paiement dans les délais prévus par le Code des marchés publics fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

La loi n°2013-100 du 28/01/2013 instaure une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement en sus des intérêts moratoires dont le montant a été fixé par décret à quarante (40) euros (décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de commande publique).

## **ARTICLE 4 : Délai d'exécution - Pénalités et primes**

### **4.1 Délai d'exécution des travaux**

#### **4-1-1 Délai d'exécution**

Le délai d'exécution de l'ensemble des lots est de quinze semaines, non compris congés ni intempéries, à compter de la date fixée par l'ordre de service et en tenant compte des dispositions de l'article 7-1-1 (préparation de chantier).

Les délais d'exécution propres à chacun des lots s'insèrent dans ce délai d'ensemble, conformément au calendrier prévisionnel d'exécution défini au 4.1.2 ci-après.

#### **4-1-2 Calendrier prévisionnel d'exécution**

Les délais d'exécution pour chaque phase partent de la première intervention de l'entrepreneur sur le chantier et expirent en même temps que sa dernière intervention. Chaque intervention de l'entrepreneur sur le chantier fait l'objet d'un délai particulier ; la durée cumulée de ces délais particuliers est au plus égale à la durée du délai d'exécution propre au lot considéré.

Le calendrier prévisionnel d'exécution constitue une annexe du présent CCAP.

Chaque entrepreneur est informé du démarrage du chantier par la transmission par voie d'ordre de service du calendrier détaillé d'exécution visé à l'article 4-1-3 ci-après.

#### **4-1-3 Calendrier détaillé d'exécution**

a) Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par l'organisme de planification en concertation avec les entrepreneurs titulaires des différents lots, dans le cadre du calendrier prévisionnel d'exécution cité au 4-1-2.

Le calendrier détaillé d'exécution distingue les différents ouvrages dont la construction fait l'objet des travaux. Il indique en outre pour chacun des lots :



- la durée et la date probable de départ du délai d'exécution qui lui est propre
- la durée et la date probable de départ des délais particuliers correspondant aux interventions successives de l'entrepreneur sur le chantier

Après acceptation par les entrepreneurs, le calendrier détaillé d'exécution est soumis par le maître d'œuvre à l'approbation du pouvoir adjudicateur au plus tard dix jours avant l'expiration de la période de préparation.

b) Le délai d'exécution propre à chacun des lots commence à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant à l'entrepreneur concerné de commencer l'exécution des travaux lui incombant, ou à la date précisée dans le calendrier détaillé d'exécution s'agissant du même entrepreneur.

c) Pour chacun des marchés le délai prévu à l'article 46.2.1 du CCAG est majoré de l'intervalle de temps, résultant du calendrier détaillé d'exécution, qui sépare les dates probables de départ des délais d'exécution propres :

- au lot débutant le chantier d'une part
- au lot considéré d'autre part

d) Au cours du chantier et après concertation avec les différents entrepreneurs concernés, le maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution. Ces modifications ne doivent entraîner aucune répercussion sur le délai d'exécution de l'ensemble des lots; elles tiennent compte toutefois, le cas échéant, des prolongations de délais résultant de l'application des articles 19.2.2 et 19.2.3 du CCAG et de l'art. 4-2 ci-dessous.

e) Le calendrier initial visé au 4-1-3 a), éventuellement modifié comme il est indiqué au 4-1-3 d), est notifié par ordre de service à tous les entrepreneurs.

## **4.2 Prolongation du délai d'exécution**

En vue de l'application éventuelle de l'article 19.2.3. du CCAG, le délai d'exécution des travaux sera prolongé d'un nombre de jours égal à celui pendant lequel un au moins des phénomènes naturels mentionnés ci-dessous dépassera son intensité limite et entraînera un arrêt de travail sur le chantier (la station météo de référence étant :

Paris.

Nature du phénomène	Intensité limite et durée
Précipitations	4 mm de hauteur d'eau pendant une durée supérieure à 4heures - tranche horaire 6h/18h
Neige	Norme de hauteur p/24h. Chute supérieure à 0,10 m maintenue pendant plus de 6 heures.
Vitesse du vent 4	0 km/h en rafales pour l'utilisation des grues 60 km/h en rafales pour les autres ouvrages
Gel	+5° pour les enduits -5° pour les autres ouvrages

Respect des DTU et normes s'appliquant en fonction de la nature des travaux.

## **4.3 Pénalités pour retard - Primes d'avances**

### **4-3-1 Pénalités de retard**

Les dispositions suivantes sont appliquées, lot par lot, en cas de retard dans l'exécution des travaux; le cas échéant comparativement au calendrier détaillé d'exécution élaboré et éventuellement modifié comme il a été indiqué aux 4.1.3 a) et d) ci-dessus.

#### **4.3.1.1. - Retard sur le délai d'exécution propre au lot considéré**

Il est fait application de la pénalité journalière indiquée au 4.3.1.3 ci-après.

#### **4.3.1.2. - Retard sur les délais particuliers correspondant aux interventions successives, autres que la dernière, de chaque entrepreneur sur le chantier**

Du simple fait de la constatation d'un retard par le maître d'œuvre, l'entrepreneur encourt la retenue journalière provisoire indiquée au 4.3.1.3 ci-après.

Cette retenue est transformée en pénalité définitive s'il est avéré que l'entrepreneur a perturbé la marche du chantier ou provoqué des retards dans le déroulement des marchés relatifs aux autres lots.

#### **4.3.1.3. - Montants des pénalités et retenues prévues au 4.3.1.1. et au 4.3.1.2.**

Elles concernent tous les lots et sont égales à 1/3000e de fraction du montant du marché avec un minimum de cinq cents (500) euros H.T. par jour pour la pénalité journalière (article 4.3.1.1) ou la retenue journalière provisoire (article 4.3.1.2).

Par dérogation à l'article 20.4 du CCAG travaux, il n'est pas prévu d'exonération de pénalités justifiée par leur montant.

### **4-3-2 Absences aux réunions**

En cas d'absence aux rendez-vous de chantier, à la réception des travaux et à toute réunion provoquée par le maître d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre, une pénalité de cent (100) euros H.T. sera appliquée à tout entrepreneur absent dûment convoqué.

Sera considéré comme absent tout entrepreneur représenté par une personne incompétente ou insuffisamment au courant du chantier.

### **4-3-3 Infractions aux prescriptions de chantier**

Dans le cas où les prescriptions ci-dessous ne seraient pas observées, il sera fait application de pénalités indépendantes de celles visées aux articles 4-3-1 et 4-3-2 et avec lesquelles elles se cumulent.

Ces pénalités interviendront de plein droit, sur la simple constatation par le maître d'œuvre des infractions, et après notification écrite sur le chantier d'avoir à exécuter la prescription au plus tard le lendemain.

Elles seront déduites des situations mensuelles.

- a) Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène, à la signalisation générale du chantier : cinquante (50) euros HT par jour de retard
- b) Dépôt de matériaux, terres, gravois en dehors des zones prescrites par le maître d'œuvre : cinquante (50) euros HT par jour de retard
- c) Retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'exécution des travaux (plans d'exécution, notes de calculs, notes techniques, études de détail, plans de synthèse, etc. ...) : cent (100) euros HT par jour de retard
- d) Retard dans la production de justificatifs et/ou prévisions de prix pour ouvrages non prévus : quinze (15) euros HT par jour de retard
- e) Retard dans la présentation sur le chantier des prototypes, d'éléments de construction, d'échantillons y compris ceux entrant dans la réalisation des locaux témoins : cinquante (50) euros HT par jour de retard
- f) Retard dans le nettoyage du chantier : cinquante (50) euros HT par jour de retard
- g) Défaut de d'enlèvement et de suivi de déchets dont l'auteur est identifié : cf. art 4-7-2 du présent document.

#### 4-3-4 Primes d'avances

Sans objet

### 4.4 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Conformément aux dispositions de l'article 37 du CCAG TR, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, le titulaire procède au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition par le maître de l'ouvrage pour l'exécution des travaux.

A défaut d'exécution de tout ou partie de ces prescriptions, après ordre de service resté sans effet et mise en demeure par le représentant, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés peuvent, à l'expiration d'un délai de trente jours après la mise en demeure, être transportés d'office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit dans des sites susceptibles de les recevoir en fonction de leur classe, aux frais et risques du titulaire, ou être vendus aux enchères publiques.

Les mesures définies ci-dessus sont appliquées sans préjudice des pénalités particulières qui peuvent avoir été stipulées dans le marché à l'encontre du titulaire.

#### **4.5 Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution**

Outre les documents qu'il est tenu de fournir avant ou pendant l'exécution des travaux en application de l'article 29.1 du CCAG TR, le titulaire remet au maître d'œuvre au plus tard lorsqu'il demande la réception des travaux conformément à l'article 41.1 du CCAG TR :

- les spécifications de pose
- les notices de fonctionnement
- les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre
- les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements
- ainsi que les constats d'évacuation des déchets, dans un délai d'un mois suivant la date de notification de la décision de réception des travaux
- les plans de récolement des ouvrages exécutés (DOE) , en particulier:
  - les notes de calcul des différents ouvrages
  - les plans cotés de tous les réseaux extérieurs et intérieurs avec leurs caractéristiques techniques
  - les plans de réseaux de courants forts
  - les plans de réseaux de courants faibles (s'il y a lieu.)
  - les plans des installations sanitaires
  - les plans des installations de chauffage et de ventilation; RIA, plomberie
  - les fiches COPREC n°1 et 2
- les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO)

Le cas échéant, un exemplaire des documents nécessaires à l'établissement du DIUO est également transmis au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

Le défaut de remise, dans les délais ci-dessus, des documents mentionnés au présent article 40 du CCAG TR entraîne l'application d'une retenue de trois mille (3000) euros HT qui est prélevée sur le dernier acompte. Cette retenue est remboursée dès que les documents manquants sont fournis.

#### **4.6 Pénalités pour inobservation d'une obligation concernant la sécurité et la protection de la santé**

En cas de non-respect par une entreprise ou un de ses sous-traitants des délais fixés à l'article 8-4-5-c du présent CCAP et concernant la santé ou la sécurité des travailleurs, une pénalité journalière égale à cent (100) euros HT par jour de retard, sera opérée sur les sommes dues à l'entrepreneur, sans mise en demeure préalable, par dérogation à l'article 48.1 du CCAG Travaux.

## **4.7 Pénalités diverses**

### **4-7-1 Non-respect du tri des déchets sur le chantier**

En cas de non-respect des stipulations concernant le tri des déchets sur le chantier, l'entreprise en infraction encourt, sans mise en demeure préalable, et par dérogation à l'article 48-1 du C.C.A.G. Travaux, une pénalité fixée à cent cinquante (150) euros HT par jour de retard.

En outre, les déchets et gravois non gérés pourront être enlevés aux frais et dépens de l'entrepreneur fautif par une entreprise spécialisée sur ordre du maître d'ouvrage ou de ses représentants que sont le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS.

### **4-7-2 Non fourniture des DOE**

Si l'entreprise ne fournit pas le dossier d'exécution des ouvrages pour la réception une pénalité de cent (100) euros HT par jour de retard lui sera appliquée.

## **4.8 Exécution complémentaire**

Si le montant des prestations exécutées atteint le montant prévu par le marché, la poursuite de l'exécution des prestations pourra être subordonnée à une décision de poursuivre prise par le représentant légal du pouvoir adjudicateur, dans le respect des conditions prévues à l'ordonnance du 23 juillet 2015.

## **ARTICLE 5 : Clauses de financement et de sûreté**

### **5.1 Retenue de garantie**

Chaque acompte fera l'objet d'une retenue de garantie au taux de 5 %.

La retenue de garantie peut être remplacée pendant toute la durée du marché, au gré du titulaire, par une garantie à première demande.

Le maître d'ouvrage ne donnera pas son accord pour la constitution d'une caution personnelle et solidaire.

Toutefois, cette garantie à première demande est constituée pour le montant total du marché y compris les avenants. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

### **5.2 Avance**

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, le versement d'une avance prévue dans les cas et selon les modalités stipulées ci-après, sera effectué si le montant du marché est supérieur à 50 000.00 € hors taxes.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du marché si un tel acte est prévu ou, à défaut, à partir de la date de notification du marché.

L'avance ne pourra être versée qu'après constitution de la garantie à première demande. Cette garantie à première demande pourra être remplacée par une caution personnelle et solidaire.

Cette avance est égale à 5% du montant initial toutes taxes comprises du marché, si le délai d'exécution du marché n'excède pas 12 mois. Si cette durée est supérieure à 12 mois, l'avance forfaitaire est égale à 5% d'une somme égale à 12 fois le montant initial du marché divisé par la durée du marché exprimée en mois.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable, ni actualisable.

## **ARTICLE 6 : Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux**

### **6.1 Provenance des matériaux et des produits**

Le CCTP fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

### **6.2 Caractéristiques, qualités, vérifications essais et épreuves des matériaux et produits**

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCTG concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves tant qualitatives que quantitatives sur le chantier.

Sauf accord intervenu entre le maître d'œuvre et l'entrepreneur sur des dispositions différentes, les vérifications de qualité sont assurées par le maître d'œuvre.

Le CCTP précise quels matériaux, produits et composants de construction feront l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins et carrières de l'entrepreneur ou de sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Le maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils seront rémunérés par application d'un prix de bordereau
- s'ils sont effectués par un tiers, ils seront rémunérés par le maître de l'ouvrage

## **ARTICLE 7 : Préparation, coordination et exécution des travaux**

### **7.1 Période de préparation - Programme d'exécution des travaux**

#### **7-1-1 Période de préparation**

Il est fixé une période de préparation de travaux distinguée par le planning d'exécution.

Cette période de préparation n'est pas comprise dans le délai d'exécution.

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG TR, sa durée est de quinze jours.

La durée de la période de préparation peut être prolongée par ordre de service, sauf si la raison du retard éventuel est imputable au titulaire ; l'ordre de service prolonge le délai d'exécution du marché de la même durée.

#### **7-1-2 Prestations dues par les entreprises**

Préalablement à tout démarrage de chantier, c'est à dire durant la période de préparation de chantier visée il est procédé aux opérations énoncées ci-après :

a) par les soins du maître d'œuvre :

- élaboration, après consultation des entrepreneurs, du calendrier d'exécution des travaux (cette mission est à charge de l'OPC si le maître d'ouvrage a fait appel à cette compétence)
- achèvement par le maître d'œuvre des plans d'exécution des ouvrages, notes de calcul et études de détail dans les conditions prévues à l'article 29.2 du CCAG et à l'article 8.2 ci-après (si ceux-ci sont à sa charge)

b) par les soins de(s) l'entrepreneur(s) et conjointement avec le maître d'œuvre en cas de marchés séparés :

- fourniture des plans de scellement et de réservation par l'entreprise concernée dans le cadre du planning travaux. En cas de manquement les trous seront exécutés par le titulaire du lot principal, à la charge de l'entreprise défaillante
- établissement et présentation au visa du maître d'œuvre, dans les conditions prévues à l'article 28-2 du CCAG-Travaux, du programme d'exécution des travaux auquel est annexé le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires. Le projet des installations de chantier indique, notamment :
  - la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation
  - le(s) panneau(x) de chantier; le cas échéant
  - les aires de stockage des matériaux
  - l'emplacement de la grue (le cas échéant)
  - l'emplacement de stockage des gravois
- établissement d'une décomposition du prix forfaitaire en phases techniques permettant de dresser les situations mensuelles des travaux. En attendant qu'elle soit établie, le projet de décompte est dressé à partir de la décomposition annexée à l'acte d'engagement

- établissement et remise au maître d'œuvre des plans d'exécution des ouvrages, notes de calcul et études de détail dans les conditions prévues à l'article 29.1 du CCAG et à l'article 8.2 ci-après (si ceux-ci sont à la charge des entrepreneurs)
- établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du plan de sécurité et d'hygiène prévu à l'article 28.3 du CCAG
- établissement par le titulaire et présentation au visa du maître d'œuvre, dans les conditions prévues à l'article 28.2 du CCAG TR, du plan d'assurance qualité du chantier décrivant les dispositions relatives à la gestion de la qualité

Les documents établis par les entrepreneurs au cours de la période de préparation de chantier sont soumis au visa du maître d'œuvre 10 jours au moins avant l'expiration de cette période de préparation.

Chaque entreprise devra participer à la mise en évidence des risques les plus importants et à la détermination des points-clé de l'ouvrage au niveau des interfaces (conjonctions des tâches différentes avec l'action d'intervenants différents).

Chaque entreprise devra participer à la mise au point du dossier "Bon pour exécution" du chantier; dossier définissant sous forme concrète et précise les éléments nécessaires à la réalisation de l'ouvrage.

Les Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la Santé doivent être remis au maître d'œuvre dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation. Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (Cotraitants et sous-traitants).

## **7.2 Plans d'exécution - Notes de calcul - Etudes de détail**

Dans les conditions prévues à l'article 29.1 du CCAG Travaux, le titulaire établit, notamment d'après les éléments de définition du projet, les documents nécessaires à la réalisation des ouvrages, tels que les plans d'exécution, notes de calculs, études de détail. Ils sont soumis au visa du maître d'œuvre. Celui-ci doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

## **7.3 Mesures d'ordre social**

### **7-3-1 Application de la réglementation du travail**

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie, employés sur le chantier ne peut excéder 10 % (dix pour cent) et le maximum de la réduction possible de leur salaire est fixé à 10 % (dix pour cent).

### **7-3-2 Lutte contre le travail dissimulé**

Les dispositions en matière de lutte contre le travail dissimulé s'appliquent conformément à l'article 31.5 du CCAG TR.



## **7.4 Organisation, hygiène et sécurité des chantiers**

### **7-4-1 Facilités accordées à l'entreprise pour le chantier**

Sans objet.

### **7-4-2 Installations à réaliser par l'entreprise**

Sans objet.

### **7-4-3 Transport par voie d'eau**

Sans objet.

### **7-4-4 Emplacements mis à disposition pour déblais**

Sans objet.

### **7-4-5 Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier**

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire sont définies dans le Code du travail.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement, ...), le maître d'œuvre doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre arrêter tout ou partie du chantier.

Le maître d'œuvre a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au maître d'œuvre :

- le P.P.S.P.S. (Plan particulier de sécurité et de protection de la santé des travailleurs)
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier
- dans les cinq jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier
- dans les 5 jours qui suivent la notification de la décision de la constitution du collège, les noms de ses représentants au sein du C.I.S.S.C.T.
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur
- la copie des déclarations d'accident du travail

Le titulaire informe le maître d'œuvre :

- de toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet
- de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le maître d'œuvre.

Tout différent entre le titulaire et le maître d'œuvre est soumis au maître d'ouvrage.

A la demande du maître d'œuvre, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions de la loi N° 93-1418 du 31 Décembre 1993.

#### 7-4-6 Signalisation des chantiers

A la charge du lot n° 1 DEMOLITIONS.

#### 7-4-7 Réglementations particulières

Sans objet.

#### 7-4-8 Restrictions des communications

Sans objet.

#### 7-4-9 Engins explosifs

Sans objet.

#### 7-4-10 Utilisation des voies publiques

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG TR, les contributions ou réparations éventuellement dues pour les dégradations causées aux voies publiques par des transports routiers ou des circulations résultant d'engins de chantier exceptionnels sont entièrement à la charge du titulaire responsable.

#### 7-4-11 Autorisations administratives

Par dérogation à l'article 31.3 du CCAG TR, le titulaire fera son affaire de la délivrance des autorisations administratives, telles que les autorisations d'occupation temporaire du domaine public ou privé, les permissions de voirie, les autorisations de survol par grue de propriétés voisines, les ancrages, les permis de construire nécessaires à la réalisation des ouvrages faisant l'objet du marché.

### 7.5 Garde du chantier en cas de défaillance du titulaire

Si le marché relatif à un lot est résilié par application des articles 46.1 ou 48 du CCAG TR, le maître d'ouvrage pourra faire appel à un des autres entrepreneurs titulaires d'un ou plusieurs autres lots de l'opération pour assurer la garde des ouvrages, approvisionnements et

installations réalisés par l'entrepreneur défaillant, et ce jusqu'à la désignation d'un nouvel entrepreneur.

Les dépenses justifiées entraînées par cette garde ne sont pas à la charge de l'entrepreneur retenu pour cette mission.

## **ARTICLE 8 : Contrôle et réception des travaux**

### **8.1 Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux**

Les essais et contrôles des ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du CCTG ou par le CCTP sont à la charge du titulaire.

Ne sont pas à la charge du titulaire les essais et épreuves que le maître d'œuvre exécute ou fait exécuter et qui ne sont pas prévus au marché.

### **8.2 Réception**

#### **8-2-1-Modalités**

Par dérogation aux articles 41.1 à 41.3 du CCAG TR :

- la réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux relevant des lots considérés; elle prend effet à la date de cet achèvement
- l'entrepreneur du lot 1 Démolition – Gros œuvre avise le représentant du pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle les travaux sont ou seront considérés comme achevés

Postérieurement à cet avis la procédure de réception se déroule, simultanément pour tous les lots considérés, comme il est stipulé à l'article 41 du CCAG.

Les épreuves prévues à l'article 41.4 du CCAG sont, le cas échéant, précisées dans le CCTP.

#### **8-2-2-Réceptions partielles**

Le marché distingue deux phases de travaux ou « tranches fonctionnelles » avec un délai d'exécution distinct du délai d'exécution de l'ensemble des travaux

Ceci implique une réception partielle des travaux de chacune de ces phases ou tranches fonctionnelles.

Les dispositions de l'article 8-2-1 ci-avant et de l'article 41 du CCAG s'appliquent aux réceptions partielles, sous réserve des dispositions visées aux articles 42.3 et 42.4 du CCAG, parmi lesquelles :

- Pour les tranches de travaux, ouvrages ou parties d'ouvrages ayant donné lieu à une réception partielle, le délai de garantie court à compter de la date d'effet de cette réception partielle

- Dans tous les cas, le décompte général est unique pour l'ensemble des travaux, la notification de la dernière décision de réception partielle faisant courir le délai prévu à l'article 13.3.2 du CCAG Travaux (transmission par le titulaire au maître d'œuvre du projet de décompte final)
- Dans tous les cas également, les stipulations générales relatives à la libération des sûretés ne sont applicables qu'à l'expiration du délai de garantie de l'ensemble des travaux

### **8.3 Documents fournis après exécution**

Les stipulations de l'article 40 du CCAG s'appliquent.

L'entrepreneur remet au maître d'œuvre, en trois exemplaires les documents prévus au marché :

- sous forme électronique, tout document du dossier des ouvrages exécutés (D.O.E.) et ceux nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (D.I.U.O.), et doivent être sécurisés, identifiables et interopérables avec les logiciels de dessin et de calcul du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage, sous forme de CD au format DXF ou DWG
- Ils seront complétés par 3 exemplaires papier, pliés au format normalisé A4, en 3 dossiers différents identifiés, avec référence de l'opération, nom et coordonnées de l'entreprise
- au plus tard lorsqu'il demande la réception des travaux conformément à l'article 41.1 du CCAG TR : les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements, ainsi que les constats d'évacuation des déchets
- dans un délai d'un mois suivant la date de notification de la décision de réception des travaux :
  - o les autres éléments du dossier des ouvrages exécutés (DOE)
  - o les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO)

### **8.4 Délais de garantie**

Conformément aux dispositions de l'article 44.1 du CCAG TR, le délai de garantie est, sauf prolongation décidée comme il est précisé à l'article 44.2 du CCAG TR, d'un an à compter de la date d'effet de la réception.

### **8.5 Garanties particulières**

Se reporter aux prescriptions du CCTP qui aborde, le cas échéant, des dispositions particulières.

### **8.6 Assurances**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant :

- de garantir sa responsabilité à l'égard du maître de l'ouvrage, du représentant et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations. Pour les ouvrages de construction autres que ceux mentionnés à l'article L. 243-1-1

du code des assurances, cette obligation inclut l'assurance de responsabilité décennale

- de couvrir les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code civil, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie

Il doit justifier dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Cette obligation est sans objet si les attestations fournies le cas échéant, lors de la consultation demeurent en vigueur.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

### **8.7 Résiliation**

Cette résiliation s'effectuera selon les dispositions des articles 45, 46.3 et 47 du CCAG-Travaux.

### **8.8 Obligations du titulaire**

Le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France
- les pièces résultant de l'application des dispositions des articles D8222-5 et D8222-7 du code du travail, notamment l'attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations sociales lui incombant et datant de moins de six mois

Conformément à l'article 6 du CCAG TR, les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande.

## **ARTICLE 9 : Réclamations et litiges**

En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent marché, le tribunal compétent est le tribunal administratif dont relève le pouvoir adjudicateur.

## **ARTICLE 10 : Dérogations aux documents généraux**

Les dérogations du présent CCAP au CCAG Travaux sont les suivantes :

Dérogation à l'article 3-8 du CCAG par l'article 1-6 du CCAP  
Dérogation à l'article 46-2-1 du CCAG par l'article 4-1-3 c) du CCAP  
Dérogation à l'article 20-1 du CCAG par l'article 4-3-1 du CCAP  
Dérogation à l'article 20-4 du CCAG par l'article 4-3-1 du CCAP  
Dérogation à l'article 48-1 du CCAG par l'article 4-6 du CCAP  
Dérogation à l'article 48-1 du CCAG par l'article 4-7-2 du CCAP  
Dérogation à l'article 28-1 du CCAG par l'article 7-1-1 du CCAP  
Dérogation à l'article 31-3 du CCAG par l'article 7-4-11 du CCAP  
Dérogation à l'article 34-1 du CCAG par l'article 7-4-10 du CCAP  
Dérogation aux articles 41-1 à 41-3 du CCAG par l'article 8-2 du CCAP  
Dérogation à l'article 40 du CCAG par l'article 8-3 du CCAP